

Géopolitique des mafias siciliennes : de « l'honorable société » à l'internationale du crime

Philippe Conrad

Historien, rédacteur en chef de la Nouvelle Revue d'Histoire

C'est l'assassinat en 1982 du général Dalla Chiesa, l'homme qui portait tous les espoirs des Siciliens dans la lutte contre la Mafia, qui, par les manifestations que son enterrement suscita, contraignit les pouvoirs publics à prendre vraiment tous les moyens pour rétablir un état de droit dans l'île. Philippe Conrad, historien, nous rappelle comment à ses origines « l'honorable société », premier nom de la Mafia et produit des traditions locales, fut d'abord un moyen pour les insulaires de résister aux différents envahisseurs qui se sont succédé dans son histoire et de protester contre la désaffection dont ils étaient l'objet de la part du pouvoir central. Cependant, le contre-pouvoir du départ devint un « système parallèle d'autorité » qui se substitua au pouvoir local jusqu'à constituer un État dans l'État. La lutte contre la Mafia, malgré les ripostes sanglantes dont sont l'objet les magistrats, policiers et journalistes, continue encore en Italie.

Le soir tombe sur Palerme – en ce vendredi 3 septembre 1982 – quand le général Carlo Alberto Dalla Chiesa quitte la préfecture en compagnie de son épouse. Ils montent à bord d'une Fiat blanche et s'éloignent, suivis par une autre voiture que conduit un agent de sécurité chargé de leur protection. Quelques centaines de mètres plus loin, rue Carini, le véhicule se retrouve entouré en quelques instants par une motocyclette et par deux voitures dont les occupants ouvrent immédiatement le feu. Touchés à la tête, le général et sa femme sont tués sur le coup ; l'agent de sécurité qui accourt est abattu à son tour. Celui en qui les Palermitains honnêtes mettaient tous leurs espoirs pour en finir avec la « pieuvre » est ainsi impitoyablement éliminé, mais cet assassinat est perçu par l'opinion italienne comme un défi insupportable lancé à l'État de droit et cette fois, le gouvernement de Rome se voit contraint d'intensifier la lutte contre le crime organisé. Le jour des obsèques des victimes, l'archevêque de Palerme, Mgr Pappalardo n'hésite pas à mettre en cause les pouvoirs publics alors que le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, violemment conspués par la foule, ne doivent leur salut qu'à une promptre retraite en voiture blindée...

Le règne de la terreur mafieuse

Le scandale de la loge P2, la mort suspecte d'un banquier du Vatican, les questions relatives au terrorisme rouge ou noir avaient déjà sérieusement entamé la crédibilité de l'État italien, mais la mort tragique de celui qui était venu à bout des Brigades rouges et en qui la population mettait tous ses espoirs pour rétablir en Sicile la force de la loi apparaît comme « le crime de trop ». Le

général Dalla Chiesa n'est pas la première victime de la Mafia, loin s'en faut, mais celle-ci, longtemps soucieuse de discrétion, répond désormais de manière spectaculaire, voire provocatrice, aux menaces que font peser sur elle policiers et magistrats.

En juin 1963, sept carabinieri sont déchiquetés dans l'explosion d'une voiture piégée. En 1970, un journaliste est éliminé, sans doute parce qu'il s'intéressait de trop près aux conditions dans lesquelles avait disparu en 1962 le « roi du pétrole » italien, Enrico Mattei. En mai 1971, un procureur de la République, Pietro Scaglione, est abattu avec son chauffeur ; c'est une première, car la Mafia s'arrangeait jusque-là pour acheter des magistrats de cette importance ou pour exercer sur eux des pressions suffisamment fortes. Le colonel de carabinieri Giuseppe Russo et un journaliste trop curieux à propos de l'administration de la région autonome de Sicile tombent à leur tour. Michele Reina, secrétaire du parti démocrate-chrétien à Palerme, et Boris Giuliano, le chef de la brigade antigang qui avait porté de sérieux coups à la *Sicilian Connection*, sont les victimes suivantes et le successeur de Giuliano, Emmanuele Basile, connaît le même sort. En 1980, c'est le banquier de la Mafia, Michele Sindona, qui meurt en prison dans des conditions suspectes, avant l'ouverture de son procès. À peu près au même moment, le député Cesare Terranova, membre de la commission anti-Mafia, est assassiné, de même que le démocrate-chrétien Piersanti Matarella qui dénonçait les liens entretenus par son parti avec « l'Honorable Société ». L'année 1980 voit également le meurtre de Gaetano Costa, le procureur de la République du tribunal de Palerme qui avait fait arrêter soixante-dix « hommes d'honneur », mais aussi, à Marseille, celui du juge Michel qui avait entrepris de débusquer les réseaux du trafic de drogue agissant entre l'Italie, la France et les États-Unis. Le 30 avril 1982, c'est le député sicilien Pio La Torre qui est abattu pour avoir présenté un projet de loi permettant de confisquer tous les biens suspects et créant le délit « d'association mafieuse » que les magistrats pourront interpréter de manière très extensive. Le printemps de 1982 voit également la mort de cinq carabinieri et celle d'un médecin légiste trop soucieux d'identifier les empreintes digitales d'un tueur.

C'est dans ces circonstances dramatiques que le gouvernement décide de confier la préfecture de Palerme au général Dalla Chiesa qui, à la suite de l'assassinat d'Aldo Moro, a su utiliser avec succès les pleins pouvoirs qui lui ont été confiés pour venir à bout de la terreur que, depuis plusieurs années, les Brigades rouges faisaient régner en Italie. Il arrive à Palerme en mai... pour l'enterrement de Pio La Torre. Piémontais, le général a déjà effectué deux séjours en Sicile et il sait comment porter des coups significatifs à la Mafia, mais il ne reçoit pas du gouvernement de Giovanni Spadolini tout le soutien souhaité. Il voudrait pouvoir enquêter sur les patrimoines des suspects, en Sicile et dans toute l'Italie, grâce à une coordination rapide des différents services concernés, mais les pouvoirs locaux s'inquiètent et leurs représentants font pression sur les ministères romains pour paralyser l'action du général. Celui-ci cherche l'appui de la presse et de l'opinion et multiplie les contacts directs avec la « société civile » sicilienne. Il espère ainsi changer l'état d'esprit des gens vis-à-vis de la Mafia et marque des points auprès de l'Église, des syndicats et d'une partie de la jeunesse qu'exaspèrent les ravages effectués par le trafic de drogue. Tous ceux là sont accablés par l'attentat de la rue Carini, mais, cette fois, les plus hauts responsables de l'État semblent décidés à relever le défi. L'ancien chef de la sûreté intérieure, Emmanuele de Francesco, est envoyé sur place avec tous les pouvoirs et la loi réclamée par Pio La Torre est enfin votée.

Il en faut davantage pour impressionner l'adversaire et au cours des mois qui suivent, les représentants de la puissance publique ou de la presse indépendante paient encore un lourd tribut : un capitaine de carabinieri, le doyen des juges d'instruction de Palerme, Rocco Chinnici, l'écrivain catanais Giuseppe Fava, le journaliste turinois Bruno Caccia qui enquêtait sur les ramifications de la *Cosa Nostra* dans le nord de l'Italie, un sénateur et un industriel refusant d'être rackettés sont assassinés, ainsi que plusieurs responsables de la police en Sicile. Plus chanceux que l'un de ses prédécesseurs, le substitut du procureur de Trapani, qui venait de démanteler un laboratoire de fabrication d'héroïne, échappe miraculeusement à un attentat, mais en ce début des années 1980, la

violence mafieuse semble redoubler d'intense terrorisme des Brigades rouges au cours les « années de plomb » de la décennie 1970 – paraît impuissante à juguler le péril. L'adversaire est en effet de taille et le mal est ancien.

Un produit de l'histoire sicilienne

C'est sur un terreau anthropologique et historique bien particulier qu'est née et a fleuri la Mafia. Elle est étroitement liée aux réalités politiques et sociales d'une Sicile longtemps soumise à des maîtres étrangers tels que les Byzantins, musulmans, Normands, Souabes, Angevins, Aragonais, Espagnols, Bourbons de Naples et enfin, Piémontais une fois réalisée l'unité italienne, un pays toujours soucieux de préserver son autonomie et qui construit, au XIXe siècle, une société parallèle garante de la résistance à l'étranger, fondée sur tout un système de références archaïques et féodales. Celles-ci sont aisément identifiables : hiérarchie immuable, respect presque religieux pour le chef réputé infaillible, justice immédiate et expéditive reposant sur un code non écrit où la parole fait loi, sens du groupe, depuis les « familles » se partageant le contrôle d'une ville jusqu'à la « sicilianité » à défendre coûte que coûte contre les intrusions des pouvoirs extérieurs ou contre toute tentative d'un État centralisé cherchant à imposer son autorité. Ajoutés au culte de la virilité et à celui du secret, tous ces éléments composent dans leur simplicité, leur théâtralité et leur violence le ciment d'une contre-société qui finit par se confondre, sur fond de corruption et de pouvoir parallèle, avec la société tout court.

Dès 1838, bien avant la réalisation de l'unité italienne, le procureur général représentant à Trapani la justice du royaume bourbonien et napolitain des Deux-Siciles constatait « qu'il n'y a pas d'employé en Sicile qui ne se prosterne au simple signe d'un homme autoritaire et qui n'ait pensé tirer profit de sa charge. Cette corruption générale a conduit le peuple à recourir à des remèdes tout à fait étranges et dangereux. Il y a dans beaucoup de localités des fraternités, des sortes de sectes qui se disent des partis, sans réunions, sans autre lien que celui de la dépendance par rapport à un chef, qui est ici un propriétaire terrien, là un archiprêtre. Une caisse commune convient aux besoins, tantôt de faire un fonctionnaire, tantôt de le gagner, tantôt de le protéger, tantôt d'inculper un innocent. Le peuple en est venu à s'entendre avec les coupables. Lorsqu'il se produit des vols, on voit apparaître des médiateurs qui proposent des transactions pour la récupération des objets ou du bétail volés. Beaucoup de magistrats de rang élevé couvrent cette fraternité d'une protection impénétrable... Au centre de cet état de dissolution, il y a une capitale, avec son luxe et ses prétentions féodales en plein XIXe siècle. Une ville où vivent quarante mille propriétaires dont la subsistance dépend du luxe et du caprice des grands. Dans ce nombril de la Sicile [il s'agit de Palerme], on vend les charges publiques, on corrompt la justice, on fomenté l'ignorance... »

La réalité de la Mafia est, on le voit, antérieure au rattachement de la Sicile au jeune royaume d'Italie et c'est dans la tradition du banditisme local, parfois confondu avec la rébellion contre l'ordre établi, qu'il faut chercher ses origines, chez ces « primitifs de la révolte » si bien étudiés par l'historien britannique Éric Hobsbawm. Ce « temps des brigands » renvoie à la fin du XVIIIe siècle, à l'insurrection palermitaine de 1820, au soulèvement de 1848, au débarquement garibaldien de 1860 et à la révolte qui embrase de nouveau Palerme en 1866 et s'étend alors dans tout l'ouest de l'île, marquée par l'assassinat du commissaire de Monreale et par le massacre sauvage des carabinieri de Boccadifalco. La répression « piémontaise » permet de rétablir l'ordre, mais quand un groupe de parlementaires italiens se rend en Sicile en 1867 pour y enquêter sur l'insécurité qui règne dans l'île et sur l'hostilité manifestée par la population aux représentants du gouvernement de Florence, il constate que délinquance et dissidence politique sont nées de la désillusion des Siciliens, déçus par l'annexion au nouveau royaume. Ces mêmes députés n'emploient pas encore le terme de « Mafia » qui s'imposera ensuite et dont l'origine demeure mystérieuse, même si certains penchent pour une piste arabe : les musulmans venus de l'actuelle Tunisie ont occupé l'île au IXe siècle et n'en ont été complètement expulsés qu'au XIe siècle à

l'époque où Frédéric II de Hohenstaufen régnait à Palerme. Mafia viendrait de *màhfal*, qui désigne « l'assemblée », ou de *mahyàs* qui signifie « protéger » ou « défendre ».

Il s'agit bien pour les Siciliens de se défendre face à un État qui impose une fiscalité beaucoup plus lourde que celle de l'ancien régime bourbonien, alors que les investissements décidés par le gouvernement installé à Florence puis à Rome vont en priorité au Piémont et à la Lombardie. Le débarquement à Marsala, en 1860, de « l'expédition des Mille » conduite par Garibaldi avait fait naître quelques espoirs de réforme agraire et de transformation sociale, mais l'immobilisme avait finalement triomphé et le député sicilien Francesco Crispi – qui se fera plus tard le champion malheureux de l'expansion coloniale italienne – n'hésitait pas alors à proclamer que la population insulaire détestait le gouvernement de Rome, qu'elle considérait comme bien pire que celui des Bourbons de Naples.

La mise en place d'un « système parallèle d'autorité »

Délinquance, brigandage et banditisme organisé se développent rapidement à partir de 1860. Les anciens partisans de Garibaldi refusent de revenir à la vie civile, quand ils constatent que la victoire de l'insurrection ne change rien à leur sort. Quand le nouveau royaume d'Italie veut imposer le service militaire à partir de 1861, de nombreux insoumis prennent le maquis et c'est dans ces marges sociales que la Mafia naissante peut recruter ses hommes de main.

Comme l'explique Marie-Anne Matard, la meilleure spécialiste française de cette question, « l'Honorable Société n'est pas une simple association de hors-la-loi, mais une nouvelle structure de pouvoir. Alors que le fossé se creuse entre l'État italien et le peuple sicilien, elle se présente comme un « système parallèle d'autorité ». Directement issu des cadres préexistants de la vie politique et sociale, le nouveau pouvoir semble ainsi prolonger le féodalisme, très tardivement aboli en Sicile, lors de l'occupation anglaise, en 1812. Relayant les barons, les chefs mafieux incarnent d'abord et avant tout l'autorité locale, du pays ou de la région, et beaucoup sont plus respectés que les représentants du pouvoir central... » Pouvoir parallèle, la Mafia, étroitement liée aux classes dirigeantes siciliennes, entreprend rapidement de prendre le contrôle du pouvoir politique légal. Dans toute la Sicile occidentale, elle « fait » les élections et peut ainsi s'assurer complicités et protections au plus haut niveau de l'État. Sur le terrain local, les familles les plus importantes se partagent bourgs et régions et fournissent les médiateurs – petits notables, avocats, paysans aisés, régisseurs de *glotti* – qui recrutent selon leur bon vouloir la main-d'œuvre paysanne et qui gèrent les exploitations des grands propriétaires absentéistes en leur garantissant la pérennité de la rente foncière – sont des caciques locaux qui constituent l'armature principale de l'organisation mafieuse et assurent le contrôle social des masses rurales arriérées et soumises. Les délits commis par de petites bandes armées réunies autour d'un chef local persistent dans le dernier tiers du XIXe siècle, mais c'est une délinquance beaucoup plus organisée, créatrice d'une illégalité devenue structurelle, qui s'impose à cette époque et permet à la Mafia de renouveler régulièrement ses « hommes d'honneur » – en fait les hommes de main chargés des sales besognes – et ses cadres, transformés en paisibles notables prenant bien soin de ne pas afficher une fortune aussi soudaine que suspecte. L'*abigeato*, le vol des bovins, est alors une industrie nationale en Sicile, mais la Mafia contrôle également le commerce de la glace ou du café de contrebande importé de Tunisie et prélève un pourcentage sur les transactions foncières ou immobilières.

Toutes les tentatives de l'État central pour venir à bout de ces diverses formes de délinquance échouent les unes après les autres, du fait de la résistance de la classe politique locale et des soutiens qu'elle s'est assurés à Rome. L'arrestation ou l'exécution du menu fretin des coupables ne changent rien à la situation et n'entament pas le pouvoir de l'*Onorata Società*. La mainmise de celle-ci sur l'opinion insulaire est à peu près totale à la fin du XIXe siècle. Personne ne peut espérer gagner une élection sans le soutien de la Mafia et l'assassinat d'un maire de Palerme demeure impuni parce que les Siciliens unanimes prennent le parti du député accusé d'avoir

commandité le meurtre. Celui-ci est d'abord acquitté pour vice de forme avant d'être finalement lavé de tout soupçon. C'est l'époque qui voit le savant ethnologue Giuseppe Pitre affirmer que « le mafieux n'est ni un voleur, ni un malandrin. C'est simplement un homme de valeur qui ne se laisse pas marcher sur les pieds ; dans ce sens, être mafieux est nécessaire, presque indispensable... » Très présente dans les rouages de l'État central, ce qui lui garantit une impunité à peu près totale, la Mafia peut aussi soulever l'opinion sicilienne contre ce même État s'il manifeste des velléités de rétablir la légalité.

Mussolini contre la Mafia

Prompts à se dresser contre le pouvoir de Rome, les *mafiosi* demeurent attachés à l'ordre social traditionnel et quand l'agitation révolutionnaire gagne la Sicile au lendemain de la première guerre mondiale, ils prennent clairement parti contre les paysans rebelles qui multiplient alors les occupations de terres. Au début des années vingt, ils font cause commune avec les premiers fascistes locaux, mais la situation change rapidement après l'instauration du régime mussolinien. On voit alors des politiciens libéraux comme Vittorio Emanuele Orlando s'affirmer « mafieux et fier de l'être » et présenter l'Honorable Société comme un pôle de résistance nécessaire face à l'évolution autoritaire et liberticide du nouveau régime. Dans un discours prononcé à Trapani en 1924, Mussolini affirme qu'il ne tolérera plus que « quelques centaines de malfaiteurs détruisent, appauvrissent et rançonnent la population sicilienne ». Soucieux d'imposer son autorité et de conjurer tout danger séparatiste dans l'île, le Duce, qui veut « dépouiller cette association de brigands de toute espèce de poésie et d'attrait » et qui s'indigne que l'on parle de « la noblesse et de l'esprit chevaleresque de la Mafia » décide d'envoyer sur place en 1924, à Trapani puis à Palerme, un fonctionnaire intègre, le préfet Cesare Mori. Celui-ci emploie les grands moyens pour en finir avec le banditisme classique, notamment dans la région montagneuse des Madonies, dans l'arrière-pays de Cefalù. Carabiniers et miliciens fascistes quadrillent le pays, les familles mafieuses sont identifiées et leurs biens saisis, des centaines d'arrestations sont opérées. Mêlant répression et action psychologique en direction des populations, il obtient des résultats spectaculaires et la traditionnelle *omertà*, la loi du silence, ne protège plus toujours les chefs mafieux. Le marquage systématique du bétail, le licenciement de nombreux *gabellotti*, les enquêtes menées sur le patrimoine de certains suspects permettent alors de porter des coups très durs aux *mafiosi*. Mori est pourtant remercié en juin 1929, après avoir fait disparaître le banditisme classique de la « petite Mafia ». Cela suffit à Mussolini, satisfait d'être sorti vainqueur de cette épreuve de force, mais soucieux de s'attacher les notables siciliens qui, en adoptant la chemise noire, se sont indirectement mis à l'abri d'enquêtes trop poussées. L'Honorable Société n'est donc pas démantelée et la seconde guerre mondiale lui fournit rapidement l'occasion de retrouver tout son pouvoir.

Dès la fin du XIXe siècle, la misère a poussé vers le Nouveau Monde de nombreux Siciliens, qui ont constitué à New York et dans d'autres grandes villes d'Amérique du Nord d'importantes communautés, bientôt mises en coupe réglée par des compatriotes entrepreneurs, soucieux d'assurer leur « protection ». Les années vingt et la prospérité qui les accompagne outre-Atlantique voient la *Mano Nera* du début du siècle remplacée par l'Union Sicilienne, ancêtre de la *Cosa Nostra*, au sein de laquelle s'illustrent de la manière que l'on sait, à la faveur de la prohibition, les Al Capone, Lucky Luciano, Vito Genovese, Frank Costello ou Joe Profaci.

Dès 1942, les Américains se préoccupent d'un futur débarquement en Sicile et bénéficient dans cette perspective des conseils avisés de Lucky Luciano, l'un des plus célèbres mafieux des États-Unis qui, condamné à cinquante ans de prison, est libéré sur parole pour la circonstance. Quand le débarquement anglo-américain intervient en juillet 1943, les trois quarts des maires désignés par le gouvernement militaire allié mis en place dans l'île sont des mafieux notoires. Alors que l'incertitude demeure quant à l'évolution politique future de l'Italie, ces « notables » sont des interlocuteurs idéaux pour les Américains et ils leur réclament même la constitution d'une

république sicilienne indépendante. La Mafia est derrière cette entreprise séparatiste qu'incarne alors Salvatore Giuliano. Accusé de marché noir, ce jeune paysan de Montelepre a tué un policier en septembre 1943 et a pris le maquis dans les montagnes voisines où de nombreux autres jeunes *braccianti* en situation très précaire le rejoignent au cours des mois suivants. « Bandit d'honneur », Giuliano n'hésite pas à attaquer les carabinieri et à faire bénéficier d'une partie de ses larcins les populations misérables de sa région, ce qui lui vaut d'acquérir un immense prestige. Durant l'été de 1945, des monarchistes soutenant le mouvement séparatiste le font « colonel » de leur *Esercito Volontario di Indipendenza Siciliana (EVIS)*, mais l'octroi, en 1946, d'un statut d'autonomie à l'île prive les séparatistes du soutien populaire alors que la Mafia voit immédiatement le profit qu'elle peut tirer de la liberté d'action qui va désormais être la sienne dans le cadre de la nouvelle administration régionale.

Les élections d'avril 1947, qui scellent l'échec du courant séparatiste, sont marquées par une forte poussée de la gauche, dans un contexte de bipolarisation avec la démocratie chrétienne. La Mafia a rapidement fait son choix, il s'agit maintenant pour elle de lutter contre la gauche et plus particulièrement, contre les communistes. Giuliano intervient dans la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie. Le 1er mai 1947, il attaque un rassemblement de gauche à Portella della Ginestra et l'opération fait plusieurs victimes. D'autres actions analogues sont menées au cours des semaines suivantes. Mais Giuliano n'est en fait qu'un homme de main qui risque de devenir trop bavard et il est assassiné le 14 juillet 1950 par son frère d'adoption, Gaspare Pisciotta, qui mourra lui-même empoisonné en prison avant d'avoir eu le temps de faire des révélations gênantes.

Alors qu'elle semble avoir perdu de son influence à la faveur de l'instauration du régime républicain, la Mafia établit en fait des liens étroits avec la démocratie chrétienne devenue le premier parti de Sicile. Elle peut ainsi intervenir dans l'administration de la région, dotée désormais d'une large autonomie et le système clientéliste qui faisait sa force est rapidement rétabli. La loi de réforme agraire de 1950 – dont l'application est contrôlée par l'administration régionale – permet toutes les spéculations en même temps que l'exercice de pressions sur les petits paysans qui doivent en bénéficier. La maîtrise de la création d'emplois publics – qui relève de l'autorité régionale – favorise également le clientélisme et contribue au développement de l'influence mafieuse. L'obtention des permis de construire, dans le contexte du boom immobilier de l'après-guerre – Palerme ayant été en grande partie détruite par les bombardements alliés – permet de privilégier les entreprises mafieuses, qui savent en retour se montrer généreuses quand vient le moment des campagnes électorales... L'expansion économique des « Trente Glorieuses » engendre des conditions favorables au développement des activités mafieuses. Racket, spéculation immobilière, contrebande de cigarettes et trafic de drogue deviennent des champs d'activité particulièrement rentables. Les « familles » s'entre-déchirent pour le contrôle de certains secteurs car la « Mafia des jardins » ou « des champs », très présente dans les orangeries de la Conca d'Oro où elle contrôle le marché foncier ou l'irrigation, se heurte à la « Mafia des villes » ou « des chantiers », spécialisée dans l'immobilier et recyclant l'argent sale dans les chaînes de restaurants. Un blanchiment bientôt favorisé par l'instauration de la libre circulation des capitaux dans l'Europe en construction. De nombreuses victimes disparaissent alors et nul ne retrouve leurs cadavres, discrètement coulés dans le béton des immeubles en construction... L'extermination du clan Navarra, de Corleone, par Luciano Liggio est l'un des épisodes les plus sanglants de ces luttes sans merci.

Elle devient une multinationale du crime

La Mafia devient alors plus violente et plus que le pouvoir local ou la considération qu'il procure, c'est la richesse qui constitue l'objectif des nouvelles générations. Une « Mafia des chefs d'entreprise » véreux, organisée en une véritable multinationale du crime, se substitue désormais à la Mafia rurale issue des archaïsmes de la société sicilienne du XIXe siècle. Violence, intimidation, blanchiment des sommes astronomiques tirées des activités illégales et docilité des

employés des entreprises mafieuses constituent des atouts considérables pour ces nouveaux *capi*, « chefs », qui n'ont guère de mal à prendre le contrôle de secteurs entiers de l'économie sicilienne ou italienne. La puissance financière, tirée du trafic de drogue, procure de nouveau les moyens de neutraliser pour une part l'État italien au sein duquel il devient possible d'acheter de précieuses complicités, ce dont témoignent les soupçons très sérieux qui se sont portés sur un Giulio Andreotti, président du Conseil à sept reprises et véritable centre de gravité du système politique transalpin pendant plusieurs décennies. La commission anti Mafia constituée au Parlement en 1962 n'a ainsi obtenu que de très modestes résultats et bon nombre de fonctionnaires, de policiers et de magistrats honnêtes ont payé de leur vie leur volonté de lutter sérieusement contre le crime organisé. La série d'assassinats qui a marqué les années 1970 et qui a culminé en 1982 avec les meurtres de Pio La Torre et du général Dalla Chiesa a cependant contribué à une évolution des esprits, surtout en Sicile où la Mafia ne peut plus bénéficier du consensus tacite qui lui garantissait une impunité à peu près totale. C'est désormais par la terreur qu'elle doit s'imposer, mais les enquêtes de magistrats tels que Giovanni Falcone et Ferdinando Imposimato permettent de lui porter des coups de plus en plus sérieux.

Le procès de Palerme et la revanche des mafieux

L'arrivée à Rome en 1984 de Tommaso Buscetta, extradé du Brésil, constitue un tournant dans la lutte contre la Mafia. Trafiquant de drogue et notable mafieux de grande envergure, celui-ci avait quitté Palerme en 1981 pour échapper aux tueurs de Michele et Pino Greco, les « nouveaux Corleonais ». L'assassinat de son beau-frère, de deux de ses fils, d'un de ses gendres et enfin de son frère – qui simple artisan, n'avait rien à voir avec la Mafia – le conduit à parler. À l'issue d'une confession d'un mois, trois mille carabinieri et policiers peuvent procéder, le 29 septembre 1984, à une rafle d'envergure qui permet d'arrêter plusieurs dizaines de mafieux immédiatement transportés vers les prisons du nord de l'Italie. Après Buscetta, Salvatore Contorno, l'un des rescapés d'une famille décimée par les « Corleonais », Vincenzo Sinagra et une vingtaine d'autres repentis vont permettre d'accumuler les preuves et en février 1986, quatre cent soixante-quinze inculpés, sur huit cent quarante, comparaissent devant le tribunal de Palerme. Celui-ci est en fait un véritable bunker où des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises : la seule construction des bâtiments a coûté cinquante quatre milliards de lire, soit un peu moins de vingt-huit millions d'euros. Le dossier d'instruction compte plus de huit mille pages, regroupées en quarante volumes et concerne près de cent homicides. Vingt-deux autres volumes rassemblent les pièces relatives aux comptes bancaires et au recyclage de l'argent sale. Deux mille policiers et carabinieri sont chargés de la protection du tribunal, des magistrats des témoins et de la quinzaine de familles de victimes qui ont eu le courage de se porter parties civiles, sans trouver un avocat sicilien acceptant de les défendre. Buscetta, dont une opération chirurgicale a modifié les traits, témoigne le 7 avril, hors de la vue des accusés et du public. Le procès traîne, car les mafieux et leurs avocats utilisent toutes les subtilités juridiques leur permettant de gagner du temps et le 7 octobre, la Mafia tue un enfant dont la famille, employée au nettoyage du tribunal, refusait de se laisser corrompre... Force reste pourtant à la justice et de lourdes peines de prison s'abattent sur les coupables, mais la Mafia n'est pas morte pour autant et sa vengeance sera terrai 1992, plusieurs centaines de kilos d'explosifs placés dans une canalisation sous le bitume de l'autoroute conduisant à l'aéroport de Palerme sont activées à distance ; les trois gardes du corps installés dans une première voiture sont tués sur le coup ; le juge Falcone et son épouse – dont le véhicule plonge dans le cratère de huit mètres de profondeur creusé par l'explosion – meurent au cours de leur transfert à l'hôpital. Le 19 juillet suivant, c'est le juge Paolo Borsellino – l'un des artisans du procès de Palerme de 1986 – qui est tué avec cinq autres personnes par l'explosion d'une voiture piégée. Le 21 juillet, lors de l'enterrement de Giovanni Falcone – qui a réuni quinze mille personnes à Palerme – de violentes manifestations éclatent. Le 27 juillet, c'est Giovanni Lizzio, chef de la cellule anti-racket de Catane, qui est abattu à son tour. Face à une opinion publique révoltée par ces attentats odieux, le pouvoir politique est contraint de réagir. Deux jours après la mort de Giovanni Falcone, Luigi Scalfaro est élu au seizième tour président de la République. Le 28 juin, après une crise ministérielle entamée depuis quatre-vingt-trois jours, Giuliano Amato constitue enfin un ministère. Le 7 août, un décret-loi anti-Mafia permet d'accélérer les procédures

juridico-policières et accorde des pouvoirs exceptionnels aux magistrats engagés dans la lutte contre le crime organisé.

Dès le 6 septembre, l'un des chefs de la Mafia, Giuseppe Madonia, est appréhendé et d'autres arrestations suivent. Peu de temps après, la campagne « mains propres » conduite par les juges contre la corruption – avec le soutien massif de l'opinion publique – permet, à la faveur des élections de juin 1993, la régénération d'un système politique italien aussi sclérosé qu'incapable et la justice peut ainsi marquer des points décisifs, alors que se mettent en place de nouveaux rapports de force électoraux dont font les frais les communistes à gauche et la démocratie chrétienne à droite.

La lutte contre le crime organisé porte depuis régulièrement ses fruits, mais si des centaines de mafieux ont été arrêtés, dont les assassins des juges Falcone et Borsellino, les réformes de la justice qui sont aujourd'hui à l'étude en Italie risquent de remettre en question ce bilan positif. Elles sont envisagées dans la perspective de la défense des droits du citoyen contre l'arbitraire d'un juge, mais en autorisant par exemple – au nom du « soupçon légitime » quant à l'impartialité d'un magistrat – le déplacement d'un procès d'une cour vers une autre, elles pourraient offrir aux mafieux et à leurs avocats des moyens sérieux pour entraver l'action de la justice, ce qu'a récemment fait valoir Pier Luigi Vigna, actuel responsable de la *Procura Nazionale AntiMafia*.

Philippe Conrad

Janvier 2003

Copyright Clio 2019 - Tous droits réservés

Bibliographie



La vie quotidienne de la mafia de 1950 à nos jours
Fabrizio Calvi
Le livre de poche, Paris, 1993



Meurtre imparfait. L'affaire Dalla Chiesa
Nando Dalla Chiesa
Diana Levi, 1984



Les Hommes du déshonneur : La Stupéfiante Confession du repentir
Antonio Calderone
Pino Arlacchi, Françoise Brun
Albin Michel, Paris, 1993



Histoire de la Mafia
Giuseppe Falzone
Fayard, Paris, 1973



La Mafia
Max Gallo
Éditions Seghers, 1972



Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne
Éric Hobsbawm
Fayard, 1959



L'irrésistible ascension de la mafia
Marie-Anne Matard
L'Histoire, n°89, mai 1986